

ANNEXE

Rapport de la Présidente sur les orientations budgétaires 2019

L'article L 2312-1 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit, dans un délai de deux mois précédant l'examen du budget, un rapport sur les orientations budgétaires. Le présent rapport a donc pour objet de présenter les différents éléments nécessaires au Comité syndical pour débattre des orientations budgétaires de l'exercice 2019.

Sommaire :

1. Evolution du contexte général du Syndicat Mixte Autolib' Velib' Métropole ...	4
2. Contexte financier du service Autolib' et des comptes du Syndicat mixte	5
2.1. Les équilibres financiers de la DSP et des comptes du Syndicat mixte	5
2.2. S'agissant des comptes du Syndicat mixte.....	6
2.3. S'agissant des comptes de la DSP.....	8
2.4. La structure de la dette du Syndicat	8
3. Contexte financier du service Velib'.....	9
4. Les projections financières pour 2019	10
4.1. Les prévisions de recettes et de dépenses pour le service Autolib' en 2019.....	10
4.2. Les prévisions de recettes et de dépenses du budget annexe du service Velib' en 2019	11
5. L'équilibre général du budget du Syndicat Autolib' Velib' Métropole	12
6. Les effectifs du Syndicat	13
6.1. La structure des effectifs et des dépenses de personnel de l'exercice 2018.....	13
6.2. Les prévisions relatives aux effectifs et aux dépenses de personnel pour l'année 2019	14
6.3. Temps de travail pour l'ensemble du personnel	16
6.4. Régime indemnitaire	16
6.5. Nouvelle Bonification Indiciaire (NBI).....	16

1. Evolution du contexte général du Syndicat Mixte Autolib' Velib' Métropole

Consécutivement à la modification statutaire adoptée par le Comité syndical du 14 novembre 2016, le Syndicat mixte Autolib' Métropole, est désormais dénommé Syndicat mixte Autolib' Velib' Métropole, en charge de la mise en place et de l'exploitation du service Velib' depuis le 09 mai 2017 date de notification du marché.

Le Syndicat assume ainsi depuis 2017 deux activités distinctes inscrites dans son objet statutaire :

- La première compétence Autolib' fait normalement l'objet d'inscriptions budgétaires sur le budget principal du Syndicat, sur la base des engagements financiers liés au service Autolib' dans le cadre de la délégation de service public. Toutefois, le Comité syndical, en séance du 21 juin 2018, a adopté la délibération n° 2018 18 portant sur le constat de la notification à la société Autolib' du défaut d'intérêt économique de la convention de délégation de service public pour la mise en place, la gestion et l'entretien d'un service d'automobiles électriques en libre-service et d'une infrastructure de recharge de véhicules électriques, sur le refus de verser la compensation spécifiée à l'article 63.2.2. de cette convention et sur le constat, en conséquence, de la résiliation de la convention le 25 juin 2018.

Les modalités d'indemnisation fixées à l'article 61 de la convention ne pourront s'appliquer que lorsque l'ensemble des justificatifs et données financières nécessaires à la vérification du calcul du montant de l'indemnité seront produites par la Société Bolloré et vérifiées par le Syndicat.

Du fait de la résiliation, le budget 2018 et les suivants ne pourront suivre le même modèle que les précédents. L'année 2018 étant celle de la résiliation le budget a été profondément modifié, avec l'inscription de dépenses supplémentaires en fonctionnement le faisant passer de 10 110 539 euros à 14 001 090 euros.

- La seconde compétence Velib' fait l'objet d'inscriptions budgétaires sur le budget annexe du Syndicat, sur la base des engagements financiers liés au service Velib', dans le cadre du marché public en cours. L'exercice budgétaire 2018 ainsi écoulé peut être qualifié d'exercice transitoire, car du fait de dysfonctionnements importants lors de la mise en place du service, cet exercice comptable ne reflète pas la réelle activité initialement programmée, dans le cadre du marché Velib'. Ainsi la réalisation budgétaire 2018 fait apparaître plusieurs ajustements conséquents puisque 1 400 stations auraient dû être ouvertes au 1er avril 2018, alors que 1 100 stations étaient réellement ouvertes au 31 décembre 2018. L'ensemble de ces ajustements budgétaires ont engendré une minoration du Budget primitif passant, en section de fonctionnement, de 41 710 000 euros à 29 945 000 euros.

Les orientations budgétaires 2019 portent ainsi sur l'activité globale du Syndicat, le cadre et les perspectives financières sont présentées successivement pour chacune des activités Autolib' et Velib'. Les deux budgets doivent être équilibrés.

2. Contexte financier du service Autolib' et des comptes du Syndicat mixte

Jusqu'alors le budget du service Autolib' dans les comptes du Syndicat enregistrait une majeure partie des dépenses et des recettes qui étaient des opérations transitoires entre les collectivités membres et le délégataire (subventions d'équipement reçues puis reversées, redevances de voirie reçues puis reversées).

Le Comité syndical a par délibération n° 2018 18 en date du 21 juin 2018 acté la résiliation de la délégation de service public (DSP) Autolib'.

Les conséquences de la résiliation de la DSP au 25 juin 2018 ont engendré des modifications importantes vis-à-vis de l'équilibre du budget 2018, avec une baisse des recettes et une hausse des dépenses de fonctionnement.

Les principaux mouvements en dépenses sont :

- L'inscription pour 1,6 millions d'euros des reversements aux collectivités des redevances d'occupation du domaine public 2018 (normalement dues en 2019) ;
- La prise en charge partielle du solde d'exploitation de la fin progressive du service du 26 juin au 31 juillet 2018 plafonnée à 1,9 millions d'euros.

En recettes, on constate une diminution des redevances 2018 à percevoir, qui sont calculées a prorata temporis jusqu'au 25 juin 2018, soit une diminution de 2,27 millions d'euros.

A noter, l'année 2018 sera la dernière de perception des redevances d'occupation du domaine public. Une partie de ces redevances (les 80 stations financées par la Région Ile-de-France et les 149 financées par le Syndicat lui-même) constituaient avec les frais de contrôle versés par le délégataire, les seules recettes de fonctionnement du Syndicat.

Afin de maintenir l'équilibre de la section de fonctionnement, la dernière décision modificative du Budget Autolib' a intégré une contribution supplémentaire de 3 675,65 euros venant s'ajouter à celle votée dans le cadre de l'adoption du budget primitif 2018 (qui était de 100 euros par station), soit une contribution totale de 3 775,65 euros par station Autolib' arrêtée au 25 juin 2018, pour l'année 2018.

2.1. Les équilibres financiers de la DSP et des comptes du Syndicat mixte

Lors des derniers débats d'orientations budgétaires, le modèle économique du Syndicat mixte avait à plusieurs reprises été interrogé au regard de sa capacité à garantir que ses ressources propres couvrent ses dépenses et particulièrement en investissement, le remboursement des annuités de l'emprunt réalisé, ceci sans recourir à une contribution annuelle des collectivités adhérentes.

Les conséquences de la résiliation de la DSP engendrent désormais une obligation pour le Syndicat de recourir à l'appel de contributions des collectivités adhérentes, d'une part dans le but de provisionner un montant de dépenses exceptionnelles, visant à couvrir les indemnités de résiliation réclamées par la Société Bolloré.

D'autre part, le Syndicat doit rembourser un prêt de 18 millions d'euros, contracté en 2012 à hauteur de 1,8 millions d'euros par an, jusqu'en 2022 en section d'investissement (7,2 millions d'euros de capital restant dû au 31 décembre 2018), assorti d'intérêts dégressifs d'un montant de 292 mille euros en 2019 en section de fonctionnement.

Ainsi, bien que la résiliation de la délégation de service public soit intervenue le 25 juin dernier, il demeure impératif de procéder à la construction budgétaire 2019, celle-ci devra couvrir à la fois des dépenses obligatoires relatives à la résiliation de la DSP mais aussi l'ensemble des dépenses de fonctionnement, essentiellement composées des charges de personnel et des frais généraux (locaux, marchés d'assistance juridique, de conseil, et de fournitures).

En effet, la perspective de recettes propres complémentaires initialement prévue par le Syndicat est caduque du fait de la résiliation de la DSP. La possibilité de percevoir le produit de la redevance d'exploitation prévue à l'article 43.2 de la convention de DSP, versée contractuellement au Syndicat, dès constatation de résultats d'exploitation cumulés positifs dans les comptes du délégataire, n'existe plus. Selon le plan d'affaires initial (annexe A8-4 de la convention de DSP), cette redevance, correspondait à 10% du chiffre d'affaires, qui devait être versée dès l'exercice 2018 pour un montant de 5,2 millions d'euros, soit un total de 26 millions d'euros entre 2018 et 2022.

2.2. S'agissant des comptes du Syndicat mixte

L'équilibre budgétaire financier des comptes du Syndicat a été fragilisé du fait de la résiliation de la DSP qui implique de nouvelles dépenses obligatoires sans aucune contrepartie de recettes.

Les premières conséquences de la résiliation de la DSP ont été constatées sur le budget de l'exercice 2018 :

- La signature du protocole n°1 visant à faire perdurer le service jusqu'au 31 juillet 2018 a rendu obligatoire le versement d'une indemnité de 1 900 000 euros ;
- La nécessité de procéder au reversement aux collectivités des redevances d'occupation du domaine public du 1er semestre 2018 : 1 600 000 euros, alors que dans le cadre de la continuité de la DSP, celles-ci étaient normalement dues en 2019 ;
- L'arrêt des perceptions des redevances d'occupation du domaine public à compter du 25 juin 2018.

Sur l'exercice 2019, l'annuité de l'emprunt de 1,8 millions d'euros et les charges courantes de fonctionnement du Syndicat doivent être financées, à ce sujet une contribution des collectivités de 2 600 euros par station, arrêtée au 25 juin 2018, a été votée en séance du comité syndical le 14 décembre 2018.

En outre, il apparaît comme impératif de procéder à la constitution d'une provision visant à couvrir l'indemnité de résiliation que le Syndicat aura à payer dans le futur.

La provision s'avère nécessaire afin de préserver le respect du principe comptable d'indépendance des exercices, c'est la sincérité des comptes que l'on vise ici, car la collectivité est en mesure de présenter un compte administratif (annexe) intégrant l'ensemble des risques et charges qui, même s'ils ne sont pas encore décaissés aujourd'hui ou rattachables à l'exercice (par la réalisation du fait générateur), devront néanmoins l'être, très probablement, sur un exercice futur.

La nature de la provision pour risques et charges est différente selon les cas, en l'espèce la qualification de la nature de la provision en question est « Provisions pour litiges et contentieux ».

Cette provision est destinée à couvrir la charge probable résultant de litiges, celle-ci est constituée dès l'ouverture d'un contentieux en première instance contre la collectivité.

Le montant est estimé selon l'appréciation du risque. Il doit et peut être revu annuellement en fonction des résultats des instances et procédures en cours. La provision doit être soldée lorsque le jugement est devenu définitif (épuisement des voies de recours)

Une collectivité dont la comptabilité est tenue sous la nomenclature M14 peut conformément à l'article R.2321-2 du CGCT décider de constituer la provision sur plusieurs exercices précédents la réalisation du risque.

Ainsi, l'ensemble des dépenses à inscrire sur le budget Autolib' 2019 devra obligatoirement être constitué par un appel à contribution des collectivités adhérentes, cette contribution n'est pour l'heure pas estimée car elle est largement conditionnée au montant de la provision à inscrire et celui-ci est en cours de définition.

Depuis le 08 février 2017, le Syndicat pilote la mise en place et l'exploitation du service Velib'. Cette nouvelle compétence fait l'objet d'un budget annexe équilibré qui intègre ses dépenses et ses recettes propres.

Le déploiement du service Velib' était initialement prévu de janvier à avril 2018 avec la mise en service de 1 400 stations, toutefois en raison de dysfonctionnements conséquents le titulaire du marché n'a pas été en mesure d'assurer l'ensemble des termes du contrat, à ce jour, bien que l'on enregistre une nette amélioration sur le déploiement, le service n'est toujours pas réalisé dans sa totalité.

Ces multiples dysfonctionnements ont eu pour conséquence de nombreux ajustements budgétaires sur la réalisation de l'exercice 2018, ainsi le budget de fonctionnement initialement voté à hauteur de 41 710 000 euros a enregistré après l'application de trois décisions modificatives successives une baisse de l'ordre de 11 765 000 euros portant ainsi le Budget 2018 à 29 945 000 euros.

Ces ajustements budgétaires ont engendré la modification des contributions obligatoires des collectivités, afin de tenir compte des derniers accords conclus avec le titulaire du marché et des recettes usagers. Ainsi, outre la part fixe de la contribution de fonctionnement de 1 500 euros par station ouvertes, la part de la contribution d'exploitation a été établi selon le trimestre d'ouverture de la station, cette disposition a eu pour effet de baisser le coût initial de la contribution 2018 et ce pour chacune des collectivités.

Compte tenu du contexte budgétaire global, l'équilibre budgétaire 2019 du Syndicat repose désormais exclusivement sur les contributions des collectivités en ce qui concerne le Budget Autolib'. Concernant le Budget Velib', les dépenses sont équilibrées à la fois par les contributions des collectivités mais aussi par les recettes des usagers.

2.3. S'agissant des comptes de la DSP

Dans le cadre de la résiliation de la délégation de service public, la société Autolib' a adressé au Syndicat :

- Le 24 septembre 2018 le bilan de clôture de la concession Autolib' faisant apparaître un déficit cumulé de 235 014 738 euros.
- Le 25 septembre 2018 un courrier demandant le versement des indemnités dues par le Concédant au Concessionnaire pour un montant total de 235 243 366 euros décomposé de la manière suivante :
 - Valeur nette comptable des biens de retour : 16 858 936 euros ;
 - Indemnité équivalente aux coûts raisonnables de résiliation de contrats : 43 369 692 euros ;
 - Indemnités et compensations dues « Perte cumulée DSP au 25 juin 2018 : 235 014 738 euros – perte prise en charge par le délégataire selon l'article 61 de la DSP -60 000 000 euros soit : 175 014 738 euros.
- Le 24 octobre 2018 un courrier, ainsi que des éléments censés justifier le versement des indemnités dues par le concédant au concessionnaire conformément à l'article 63 et à l'article 61 du contrat de Délégation de Service Public Autolib'.

A ce sujet, le Syndicat a entrepris un travail de fond pour procéder à l'analyse de l'ensemble de ces éléments, afin de fiabiliser le montant des indemnités réclamées par le délégataire, ceci dans le but de pouvoir constituer le montant d'une provision sincère à inscrire sur le budget 2019, un certain nombre de justificatifs complémentaires ont été réclamés à la société Autolib'.

Il est à noter que le budget principal « Autolib' » de l'exercice 2018 a enregistré l'application de deux décisions modificatives.

2.4. La structure de la dette du Syndicat

Le Syndicat n'a qu'un seul prêt en cours d'un montant de 18 millions d'euros d'une durée globale de 11 ans et cinq mois, strictement destiné à financer les investissements prévus en stations Autolib'.

Ce prêt comportait une phase de mobilisation, de la date de signature du contrat jusqu'à la date de fin de mobilisation du 28/08/2012, période durant laquelle l'emprunteur effectuait des tirages et des remboursements au gré de ses besoins.

Ce prêt comportait une deuxième phase dite de consolidation d'une durée de 10 ans à compter du 28/08/2012

Capital initial : 18 000 000,00€

Durée initiale : 120 mois

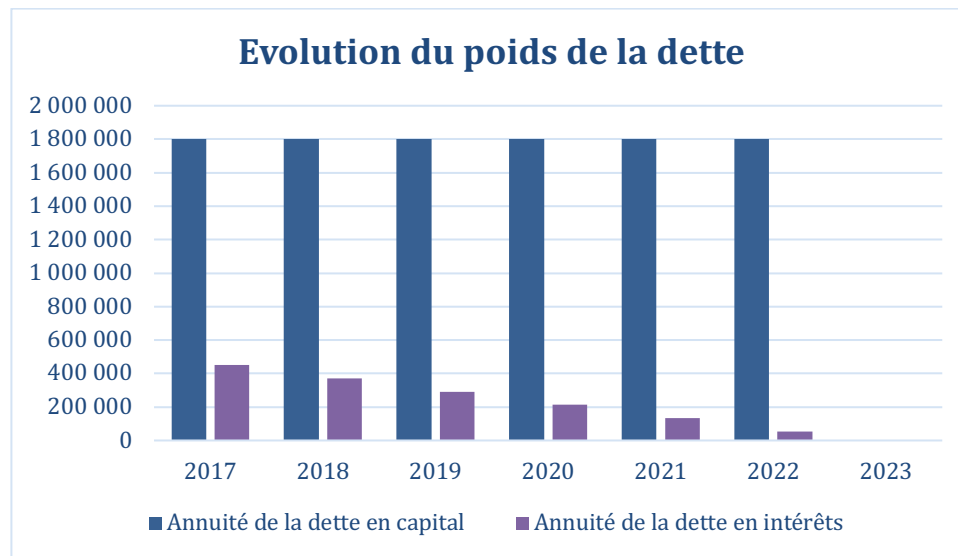
Date de mise en place : 28/08/2012

Taux : 4,3650%

Le capital amorti au 28/12/2018 est de 10 800 000,00 euros et les intérêts d'emprunt sont dégressifs, 292 018 euros sont prévus en 2019, contre 371 682 euros en 2018.

Le capital restant dû s'élève donc à 7,2 millions d'euros.

La classification GISSLER, dans sa charte de bonne conduite entre les établissements bancaires et les collectivités locales classe cet emprunt dans la catégorie 1A.



3. Contexte financier du service Velib'

Le Syndicat mixte Autolib' Velib' Métropole, est en charge de la mise en place et de l'exploitation du service Velib' depuis le 09 mai 2017, date d'attribution du marché public et de la mise en place effective du service à compter du 1^{er} janvier 2018.

Cette compétence optionnelle, sur adhésion spécifique des collectivités volontaires, voit sa traduction financière dans un budget annexe équilibré en recettes et dépenses dédiées au service Velib', essentiellement en section de fonctionnement.

Bien que l'exercice budgétaire 2018 ne soit pas le reflet de la réalité attendue dans le cadre du marché, les éléments financiers du contrat permettent d'établir une évaluation prévisionnelle à la fois des dépenses et des recettes de ce budget annexe pour 2019.

Les principales recettes du budget annexe Velib' sont composées :

- Des recettes des usagers ;
- De la subvention de la Métropole du Grand Paris ;
- Des contributions obligatoires des collectivités adhérentes, au fonctionnement du Syndicat pour sa compétence Velib' et à l'exploitation du service ;
- Des éventuelles recettes pour les prestations complémentaires réalisées sur la base du bordereau de prix unitaires du marché.

Les principaux postes de dépenses comprennent :

- Le paiement annuel de la prestation au forfait du marché Velib' (1050 stations dont 1010 à Paris) ;
- Le paiement annuel de la prestation au bordereau de prix unitaires (350 stations hors Paris) ;
- L'indemnité pour vandalisme ;
- L'intéressement du titulaire du marché aux recettes usagers ;
- Les dépenses des prestations complémentaires éventuellement commandées ;

- Les dépenses courantes de fonctionnement du Syndicat pour la gestion de la compétence Velib' comprenant les dépenses de personnel dédié au service Velib', le remboursement au budget principal des personnels mutualisés, les charges de location et d'honoraires d'assistance techniques et marchés divers dont de communication.

Il est à noter que le budget 2018 a enregistré deux décisions modificatives visant à minorer le budget du service Velib' passant de 41 710 000 euros à 29 945 000 euros et ce compte tenu de nombreux dysfonctionnements lors du déploiement du service imputables à la société Smovengo, titulaire du marché.

Les principales modifications étaient :

- Baisse de la prestation de service versée à la société Smovengo fixée dans le cadre du marché : - 13 800 000 euros ;
- Baisse du montant des recettes usagers : - 10 239 004,73 euros ;
- Baisse des contributions des collectivités adhérentes au service Velib' : - 9 800 000 euros ;
- Baisse de la contribution de la Métropole du Grand Paris : - 1 730 000 euros ;
- Application de pénalités à la société Smovengo : 8 000 000 euros ;
- Dépenses exceptionnelles « remboursements usagers » : 2 000 000 euros.

4. Les projections financières pour 2019

En raison de la résiliation de la délégation de service public et compte tenu du contexte financier contraint générant l'obligation pour le Syndicat de supporter, outre l'emprunt contracté jusqu'en 2022, les charges courantes de fonctionnement et des dépenses exceptionnelles, le Syndicat n'a pas d'autre choix que de recourir à l'appel de contributions des collectivités adhérentes.

4.1. Les prévisions de recettes et de dépenses pour le service Autolib' en 2019

Les recettes 2019 pour le service Autolib' proviennent quasiment exclusivement des contributions des collectivités adhérentes :

- La contribution des collectivités pour le fonctionnement du Syndicat de 2 600 euros par station arrêtée au 25 juin 2018 (2,9 millions d'euros) ;
- Le remboursement des annuités versées par les collectivités au Syndicat qui ont opté pour l'étalement dans le cadre du remboursement du prêt (0,5 millions d'euros) ;
- La quote-part des moyens et services mutualisés pour le service Velib' (0,6 millions d'euros) ;
- La contribution des collectivités afin de couvrir la provision à inscrire au budget 2019 dans le cadre des indemnités de résiliation de la DSP, non encore arrêtée à ce jour.

Les dépenses 2019 pour le service Autolib' seront constituées essentiellement par :

- Le remboursement de l'annuité du prêt (capital et intérêts, 2,1 millions d'euros) ;
- Les frais de fonctionnement du Syndicat (personnel, indemnités des élus, location des bureaux, frais divers), les études et honoraires nécessaires dans le cadre de la résiliation et de la sécurisation juridique et financière des décisions du Syndicat (1,9 millions d'euros) ;
- La provision pour les indemnités réclamées dans le cadre de la résiliation.

4.2. Les prévisions de recettes et de dépenses du budget annexe du service Velib' en 2019

Le budget annexe Velib' est prévu en dépenses pour 2019 :

- Le versement au titulaire du marché du montant forfaitaire annuel indexé (32,9 millions d'euros) ;
- Le versement au titulaire du marché de 350 stations supplémentaires au bordereau des prix unitaires indexé (7,9 millions d'euros) ;
- Les dépenses de fonctionnement du Syndicat estimées à 1,9 millions d'euros comprenant :
 - Charges de personnel dédié au service Velib' (déploiement, contrôle, comptabilité, communication...) ;
 - Les dépenses spécifiques dédiées (marchés communication, juridique, AMO) ;
 - La quote-part des personnels (direction, vie institutionnelle, ressources humaines, finances/marché...), des services et moyens mutualisés (locaux, logistique, ...) avec le service Autolib' ;
- L'indemnité pour vandalisme (0,2 millions d'euros) ;
- L'intéressement du titulaire du marché aux recettes usagers (0,4 millions d'euros).

Le budget annexe Velib' sera composé en recettes :

- Des recettes usagers :

L'ensemble des 1400 stations ne sont pas encore déployées à ce jour, ce qui génère une incertitude sur les recettes usagers, d'autant qu'il n'est pas possible de se référer à l'exercice 2018 qui n'est pas significatif du niveau de recettes attendues.

Par prudence, il serait opportun de considérer deux niveaux de recettes usagers en raison de la dégradation du service sur l'année 2018 avec le déploiement progressif des nouvelles stations, d'une facturation désormais mensuelle des abonnements :

- Une hypothèse basse autour de 12 millions d'euros hors taxe, soit 1 millions d'euros par mois, montant qui était presque atteint fin 2018 ;
- Une hypothèse haute qui se situerait à 18 millions d'euros hors taxe.

Compte tenu de ce contexte très incertain, il est proposé de retenir de manière prudente un niveau de recettes de 15 millions d'euros hors taxe dans le cadre de la construction budgétaire 2019 ;

- D'une subvention de la Métropole du Grand Paris de 4 millions d'euros ;
- Des contributions obligatoires des collectivités adhérentes à l'option Velib' sur la base de 1400 stations dont 1010 stations pour la Ville de Paris et 390 stations pour les communes hors de Paris :

- 1 200 euros par station au titre de la contribution de fonctionnement du Syndicat pour l'ensemble des collectivités ;
- 18 800 euros par station au titre de la contribution d'exploitation du service pour la Ville de Paris ;
- 8 800 euros par station au titre de la contribution d'exploitation pour les collectivités hors Paris.

Soit un total de 24,1 millions d'euros de contribution venant des collectivités.

5. L'équilibre général du budget du Syndicat Autolib' Velib' Métropole

Au 31 décembre 2017, le compte administratif du budget principal faisait apparaître un résultat global de clôture de : + 3 672 221,78 euros.

Ce résultat de clôture a fait l'objet de l'affectation suivante au budget 2018 :

- Au compte 1068 : Excédent de fonctionnement capitalisé (recettes d'investissement) : 1 565 707,92 euros pour couvrir le besoin de financement de la section d'investissement ;
- Au compte 002 : Résultat de fonctionnement reporté (recettes de fonctionnement) : 3 672 221,78 euros.

L'exercice 2018 n'est pour l'heure pas clôturé car l'ensemble des écritures ne sont pas passées, mais les deux budgets présenteront un excédent à reprendre qui permettra de faciliter l'équilibre.

6. Les effectifs du Syndicat

La structure budgétaire du Syndicat Autolib' et Velib' Métropole se compose d'un budget principal Autolib' et Velib' Métropole et d'un budget annexe Régie Velib'.

Les éléments présentés ci-dessous sont établis sur la base des données agrégées des deux budgets.

6.1. La structure des effectifs et des dépenses de personnel de l'exercice 2018

Effectif budgétaire par filière et par catégorie au 31 décembre 2018 :

Filières	Titulaires			Contractuels			Total
	A	B	C	A	B	C	
Administratif	4	5	7	4	0	0	20
Technique	8	0	1	2	0	0	11
TOTAL	12	5	8	6	0	0	31

Les dépenses globales de personnel

Du 1^{er} janvier au 30 juin 2018, l'effectif budgétaire reste constant. Par ailleurs, la résiliation anticipée de la DSP au 21 juin 2018 a engendré une augmentation de l'effectif afin d'effectuer le contrôle du transfert des stations Autolib' sur la période de juillet à septembre. A partir de septembre, l'effectif réel commence à diminuer.

Les éléments de rémunération

Les éléments de rémunération tels que les traitements indiciaires, les régimes indemnitaires, les nouvelles bonifications indiciaires, les heures supplémentaires et les avantages en nature se répartissent de la manière suivante :

Éléments de rémunération	Masse salariale globale 2018 en €	Proportion %
Traitements indiciaires	798 863,34 €	41,30 %
Régimes indemnitaires	462 096,73 €	23,89 %
Nouvelles bonifications indiciaires	3 182,57 €	0,16 %
Heures supplémentaires	3 073,30 €	0,16 %
Avantages en nature	0,00 €	0,00 %
Contributions employeur	469 372,67 €	24,26 %
Autres éléments de rémunération	197 930,62 €	10,23 %
Total	1 934 519,23 €	100,00 %

Le réalisé de la masse salariale au 31 décembre 2018

	Budget voté	Réalisé	Solde
Budget principal	1 150 000,00 €	1 105 246,43 €	44 753,57 €
Budget annexe	918 000,00 €	829 272,80 €	88 727,20 €
TOTAL	2 068 000,00 €	1 934 519,23 €	133 480,77 €

Depuis le 1^{er} janvier 2018, le personnel 100 % Velib' est affecté sur le budget annexe de la Régie Velib' et la refacturation ne concerne en 2018 que les agents exerçant les fonctions supports mutualisées (RH, finances, administration générale et juridique). La refacturation pour l'année 2018 s'élève à **514 011,41 €**.

	Dépenses de personnel après refacturation
Autolib'	591 235,02 €
Velib'	1 343 284,21 €
TOTAL	1 934 519,23 €

6.2. Les prévisions relatives aux effectifs et aux dépenses de personnel pour l'année 2019

Effectifs

Au cours du 2nd semestre 2017, des agents de catégorie A avaient été recrutés par la voie du détachement pour effectuer le déploiement du service Velib'. Certains détachements arriveront à terme au cours du 1^{er} semestre 2019 et, de ce fait, l'effectif en catégorie A diminuera. Toutefois, il sera nécessaire, pour le contrôle des stations Velib' de recruter 2 agents de catégorie C.

Au cours du 1^{er} semestre 2019, l'effectif global du personnel devrait diminuer de 31 à 24 agents. Il est envisagé, compte tenu de la résiliation de la DSP, de modifier le pourcentage attribué aux agents exerçant des fonctions supports mutualisées (RH, administration générale, finances et juridique).

Filières	Titulaires			Contractuels			Total
	A	B	C	A	B	C	
Administratif	3	5	4	4	0	0	16
Technique	5	0	1	2	0	0	8
TOTAL	8	5	5	6	0	0	24

Prévisions relatives aux dépenses de personnel pour l'année 2019

La masse salariale globale devrait s'établir à 1 836 200 euros en 2019. Elle s'inscrirait en diminution d'environ - 5,1 % par rapport à la masse salariale globale 2018 en tenant compte de l'augmentation due au GVT.

	Prévisions
Budget principal	968 700,00 €
Budget annexe	867 500,00 €
TOTAL	1 836 200,00 €

La refacturation prévisionnelle pour l'année 2019 s'élèverait à **598 000,00 €**. Ce qui conduirait à la dépense prévisionnelle pour la masse salariale de :

	Prévisions après refacturation
Autolib'	370 700,00 €
Velib'	1 465 500,00 €
TOTAL	1 836 200,00 €

6.3. Temps de travail pour l'ensemble du personnel

Comme en 2018, et pour l'ensemble du personnel (Autolib' et Velib') le temps de travail est de 37 heures 30 hebdomadaires.

Ce temps de travail s'organisera comme l'année précédente sur 4 ; 4,5 ou 5 jours en fonction des demandes des agents et des nécessités de service.

6.4. Régime indemnitaire

Concernant la filière technique tous les textes n'étant pas parus, les anciennes dispositions perdurent.

6.5. Nouvelle Bonification Indiciaire (NBI)

Six fonctionnaires dont quatre en catégorie A et deux en catégorie C, au titre de leur fonction d'encadrement et ou des spécificités du poste, bénéficieraient d'une NBI de 10 à 25 points.